

région de la tête des Lacs demain, acceptera-t-il de se rencontrer avec une délégation des villes de Port-Arthur et de Fort-William?

M. l'Orateur. A l'ordre! Le député répète une question que j'ai déjà qualifiée de purement hypothétique, en ce sens que rien n'indique que le premier ministre ait été invité à rencontrer pareille délégation.

A PROPOS DE LA VENTE D'AVIONS DE
TRANSPORT AUX ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Lionel Chevrier (Laurier): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre? Je voudrais savoir s'il a vu l'article de George Bain, publié dans le *Globe and Mail* de ce matin, selon lequel la vente aux États-Unis d'avions CL-44, de la société *Canadair* comme avions de transport militaire, ne tient qu'à un cheveu. M. Bain ajoute que la seule façon d'arriver à effectuer cette vente, ce serait par une intervention directe du premier ministre auprès du président des États-Unis lorsqu'ils se rencontreront. Je me demande si le premier ministre a quelque chose à dire là-dessus?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, la réponse aux deux questions est non.

LES ARTS, LES LETTRES ET
LES SCIENCES

INSTANCES AU SUJET DU PROGRAMME DE
BOURSES D'ÉTUDES AUX UNIVERSITÉS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Erhart Regier (Burnaby-Coquitlam): Monsieur l'Orateur, je voudrais demander au premier ministre si des instances lui ont été présentées récemment par la Fédération canadienne des étudiants d'université à propos d'un programme éventuel de bourses d'études et, dans le cas de l'affirmative, a-t-il quelque communication à faire à la Chambre à ce propos?

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, il y a deux ou trois jours le gouvernement a été saisi d'instances présentées par trois représentants de la Fédération des étudiants d'université. Il va sans dire que nous ferons une étude des plus sérieuses de ces instances.

L'AGRICULTURE

A PROPOS DES REMARQUES DU PREMIER MINISTRE
AU SUJET DES PROGRAMMES DE REPRODUCTION

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Walter Pitman (Peterborough): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au ministre de l'Agriculture une question fondée sur un

[M. Badanai.]

article paru récemment dans les journaux, selon lequel l'honorable représentant aurait dit que:

...nous avons des programmes de reproduction pour à peu près tout ce qui existe, sauf les arbres et les êtres humains, et je ne vois pas pourquoi les arbres seraient laissés de côté plus longtemps.

Le ministre pourrait-il garantir à la Chambre qu'il n'a pas l'intention de favoriser d'autres exemptions?

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

A PROPOS DU REFINANCEMENT DE LA CAISSE

A l'appel de l'ordre du jour.

L'hon. Paul Martin (Essex-Est): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre du Travail relativement à un rapport publié aujourd'hui par le Bureau fédéral de la statistique, selon lequel 754,000 personnes, au 30 décembre dernier, réclamaient des prestations d'assurance-chômage. Le ministre peut-il dire à la Chambre si le gouvernement entend regarnir la Caisse d'assurance-chômage en puisant dans le Fonds du revenu consolidé, ou, dans le cas de la négative, quelle méthode le gouvernement songe à employer pour alimenter la Caisse afin que les autres réclamaient éventuels aient la garantie que leurs droits acquis par contrat en vertu de la loi sur l'assurance-chômage seront respectés?

L'hon. Michael Starr (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, le gouvernement actuel a toujours fait honneur à ses responsabilités avec un sens profond des responsabilités. Si le gouvernement prend une décision sur les questions soulevées par l'honorable député, il en fera part à la Chambre.

LE CHARBON

CAP-BRETON—ON DEMANDE RÉPONSE AUX
QUESTIONS POSÉES À L'ORDRE DU JOUR

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Frank Howard (Skeena): Monsieur l'Orateur, je désire savoir si le premier ministre est aujourd'hui en mesure de répondre à deux questions qui lui ont été posées le 15 février. Le député de Gloucester a demandé si le gouvernement avait l'intention de convoquer une conférence patronale-syndicale pour étudier la situation de l'industrie de la houille au Cap-Breton. L'autre question venait du chef de l'opposition et avait trait au rapport Rand. Le premier ministre a dit vouloir examiner le dossier avant de répondre à ces questions. Est-il en mesure d'y répondre maintenant?